

Prix de l'alimentation

J'ajouterai également qu'il ne conviendrait pas que le gouvernement, en s'attaquant aux facteurs qui provoquent la vie chère, déclare qu'il nous faut retirer aux travailleurs le droit de demander des salaires équitables. Nous avons entendu répéter que le contrôle des prix et des salaires était la solution au problème de l'inflation, surtout pour ce qui est de l'augmentation du prix des aliments. Par contre, au cours des deux dernières heures, on n'a pas parlé du document de travail rédigé par le professeur David Smith de l'université Queen. Je pense que le premier rapport du comité chargé d'étudier les tendances des prix des aliments recommandait que cette étude soit entreprise.

Il ressort une chose du premier document de travail venu de la Grande-Bretagne. On y signale que divers systèmes de contrôle mis au point au fil des ans en Grande-Bretagne et surtout au cours de l'année dernière, n'ont pas donné de bons résultats. De fait, entre avril 1972 et 1973, le prix des aliments sous contrôle en Grande-Bretagne a accusé une augmentation de 15.4 p. 100.

Une voix: Dix heures.

M. Fleming: Il est clair que les contrôles sont de la foutaise.

M. Reilly: J'invoque le Règlement, monsieur l'Orateur. Comme cette question est d'une importance primordiale pour des millions de Canadiens et étant donné qu'un grand nombre des députés aujourd'hui, y compris mon collègue de l'autre côté et moi-même, n'ont pu prendre part au débat à cause de difficultés de procédure, je demande le consentement unanime de la Chambre afin de poursuivre le débat jusqu'à 11 heures.

Des voix: D'accord.

Des voix: Non.

M. Paproski: John Reid dit non.

M. l'Orateur suppléant (M. Laniel): Messieurs, nous avons entendu la suggestion du député d'Ottawa-Ouest (M. Reilly). Y a-t-il consentement unanime afin que nous poursuivions jusqu'à 11 heures?

Une voix: Non.

M. Hees: Donald Macdonald dit non.

M. Reilly: Monsieur l'Orateur, j'invoque le Règlement une deuxième fois. Étant donné l'importance extraordinaire de cette question pour des millions de Canadiens, je crois pouvoir à juste titre demander que le gouvernement fasse de ce débat une mesure d'initiative gouvernementale d'ici la fin de la semaine.

Des voix: Bravo!

● (2200)

M. l'Orateur suppléant (M. Laniel): A l'ordre. Le député sait qu'il ne doit pas invoquer le Règlement pour prononcer un discours ou prendre part au débat. Si son rappel au Règlement est motivé, je l'invite à l'exposer à la présidence et la présidence prendra une décision à ce sujet. Autrement, nous allons passer au débat sur la motion d'ajournement.

[M. Fleming.]

LES TRAVAUX DE LA CHAMBRE

M. Baldwin: Monsieur l'Orateur, vu mon éternel soif de renseignements, puis-je demander au secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre quel sera l'ordre des travaux de demain, d'après-demain et du jour suivant?

M. Reid: Monsieur l'Orateur, j'ai une longue liste pour après-demain et le jour suivant, mais demain nous reprendrons le projet de loi sur le Régime de pensions du Canada, dont nous avons traité vendredi dernier. Si nous en terminons avec ce bill, nous passerons à la mesure législative sur les hypothèques. Si nous en terminons avec ce bill également, nous passerons au bill sur le financement du Canadien National.

M. Nielsen: Et la loi sur la libération conditionnelle de détenus?

M. Reid: Je vous remercie beaucoup. J'aimerais également présenter la loi sur la libération conditionnelle de détenus un peu plus tard. Les leaders des partis à la Chambre pourraient peut-être s'entendre sur la façon et le temps qui conviendraient pour en traiter.

MOTION D'AJOURNEMENT

[Traduction]

L'ajournement de la Chambre est proposé d'office conformément à l'article 40 du Règlement.

LES RESSOURCES ÉNERGÉTIQUES—LE PÉTROLE BRUT—
LES ENTRETIENS AVEC LES MINISTRES DE L'ALBERTA—
LA QUESTION DES SUBVENTIONS AUX CONSOMMATEURS

M. Eldon M. Woolliams (Calgary-Nord): Monsieur l'Orateur, on m'accorde sept minutes ce soir à cause de la question que j'ai posée au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources et également d'une question posée par le chef de l'opposition (M. Stanfield), comme en témoigne le hansard à la page 6590. Voici ma question:

Monsieur l'Orateur, le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources rencontre-t-il cette semaine des ministres du gouvernement de l'Alberta, et l'une des questions à l'étude portera-t-elle sur l'octroi par l'Alberta de subventions aux consommateurs de pétrole brut, comme on a demandé aux cultivateurs de blé de l'Ouest de subventionner les consommateurs de pain dans le Canada tout entier?

Le ministre a répondu:

Monsieur l'Orateur, je vais rencontrer les ministres de l'Alberta. Il vaudrait la peine de leur présenter la formule du député.

Le 14 septembre, le chef de l'opposition a posé une question semblable. Le ministre a répondu:

Je pense pouvoir dire que cela n'a donné lieu à aucun commentaire particulier.

Parlant devant les membres du Calgary Canadian Club le 14 septembre, et je l'ai signalé au cours de la période des questions aujourd'hui, le premier ministre Lougheed a dit:

Nous sommes prêts à participer à une conférence nationale sur les ressources énergétiques dans un esprit de collaboration. Les mesures unilatérales du gouvernement fédéral semblent toutefois exclure une telle approche pour le moment.